

SPORTS

sport.union@sonapresse.com

Où va l'argent du sport ?

W.N.
Libreville/Gabon

EN dix ans (2012-2022) l'État a injecté plusieurs milliards de nos francs pour accompagner le développement du sport dans notre pays. La vision du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, étant de faire du Gabon une grande nation sportive sur le continent. D'où l'accompagnement sans faille de la puissance publique au développement du sport gabonais. Malheureusement, pour l'heure, les objectifs sont loin d'être atteints. La question qui se pose alors est celle de savoir où va l'argent du sport. En réalité l'argent du contribuable gabonais est mal utilisé où distrait par certains

Ils ont dit...



Photo: DR

BLANCHARD ANDOUME : " LES HOMMES QU'IL NE FAUT PAS SONT À L'ORIGINE DU MAL-ÊTRE DE NOTRE SPORT"

Nous savons tous que la méthode de financement, la mauvaise gouvernance, l'absence de dessein, d'objectifs et les hommes qu'il ne faut pas sont à l'origine du mal-être de notre sport. La gestion n'est

pas professionnelle car faite, en réalité, par des charlatans. Résultat : le sport ne s'est pas développé malgré les moyens injectés par l'État.



Photo: Prospere Sax Nzé Bekalé/ L'Union

JOSEPH LOUBA : " UN PLAN QUINQUENNAL EST SOUHAITABLE AVEC OBLIGATION DE RÉSULTAT"

"Le sport gabonais est malade de ses dirigeants, de sa politique sportive qui ne cadre pas avec l'environnement sportif actuel. S'agissant du football, quand on prend la période 2012-2017, que d'argent sorti des

caisses de l'État ! Pour quels résultats ? Aucun bilan n'a été fait pour corriger les erreurs commises. Quel est le plan de développement du sport dans notre pays, à court, moyen et long termes ? Personne ne sait ! Il faut mettre en place une autre organisation en matière de sport incitative à la culture du résultat. Un plan quinquennal est souhaitable avec obligation de résultat.



Photo: PS-NZE BEKALE/ L'Union

GILBERT MOULEKA : "L'ABSENCE DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION"

L'histoire des organisations a démontré que lorsque les 3P c'est à dire Penser-Planifier-Projeter ne sont pas réunis, votre financement peut être le plus colossal possible vous n'atteindrez pas les résultats escomptés. Certes, vous pourriez avoir de temps à autre des satisfac-

tions relevant de " la chance " mais en aucun cas sur la durée. Surtout lorsque s'ajoute cette forme de tolérance par l'absence de contrôle et d'évaluation,

responsables de fédérations et de clubs.

À titre d'exemple pour résumer la situation : il y a quelques années, du temps où les présidents fédéraux recevaient directement les subventions de l'État, un responsable fédéral, dans son projet de budget validé par la tutelle, avait estimé les dépenses d'une compétition internationale à laquelle devraient prendre part ses athlètes à une cinquantaine de millions de francs. En réalité, le coût du séjour desdits compétiteurs n'avait pas excédé six millions. Le reliquat a tout simplement été distrait.

Autre exemple : après la professionnalisation du football, l'État avait exigé le versement des salaires des footballeurs dans leurs



Photo: DR/ L'Union

L'argent du sport a plus servi aux dirigeants qu'à le développer.

comptes respectifs. Sur les 400 mille francs que percevaient à l'époque les joueurs, certains présidents de clubs avait eu le culot de prélever indirectement 100 mille, voire 150 mille sur les salaires des joueurs.

Et que dire aussi de cet ex-dirigeant d'un club de D1, aujourd'hui dissous qui, en attendant de recevoir la subvention,

est allé emprunter de l'argent à des taux usuriers pour bringuer au quartier ! En attendant de recevoir la subvention de l'État pour rembourser ! Ce qui, plus tard, a déséquilibré le budget de son équipe qui est finalement descendue en division inférieure avant de disparaître.

Autant de pratiques mafieuses qui ont fait reculer le sport dans notre

pays. Toutefois, force est de reconnaître que certains responsables de clubs, s'agissant du football, gèrent avec rigueur les fonds de l'État. C'est le cas notamment du CF Mounana, CMS, Mangasport, AS Pélican, Bouenguindi Sports. En vérité, l'argent du sport a plus profité à ces dirigeants qui, en réalité, l'ont utilisé pour s'enrichir. Sur le dos du contribuable.

Quand des infrastructures sportives à l'abandon n'arrangent pas l'affaire !



Photo: H.N.M/ L'Union

Comment peut-on développer le sport avec pareils équipements ?

W.N.
Libreville/Gabon

SANS infrastructures sportives de qualité, pas de performance ! C'est même une erreur que de croire et penser qu'il peut y avoir des performances sans équipements dignes de ce nom. Le Maroc, récent 4e au dernier Mondial Qatar-2022, a démontré à la face du monde qu'il y avait bien une corrélation entre qualité des structures

et résultats. En plus d'avoir des formateurs de qualité.

Au Gabon, s'agissant du football, les infrastructures issues des deux Coupes d'Afrique des nations (2012 et 2017) sont à l'abandon ou non utilisées. Une vraie aberration ! Alors qu'il suffit, pour les maintenir en vie, intégrer à l'intérieur de ces enceintes des Académies de Sports. En province, il n'y a presque rien ! Sinon rien ! Pas de gymnase, ni de piste d'athlétisme,

de salle de boxe, de terrain de basket-ball, de hand-ball, de bassin de natation... Tout manque ! Sauf peut-être à Libreville et Port-Gentil. Deux villes qui résistent encore à " la disette infrastructurelle ".

Dans pareilles situations, que devons-nous concrètement attendre ? Pas grand-chose si ce n'est l'éternel recommencement avec les mêmes résultats lors des compétitions internationales. À savoir l'échec !